

L'épidémie a fait apparaître le lien entre maîtrise économique et démocratie

Respectable Loge, Locarno 28, Orient de Paris, Région 13

Mots-clefs : Économie, Démocratie, Mondialisation, Industrie

Les ravages d'une mondialisation mal maîtrisée et financiarisée

La pandémie a rendu visible la face cachée de la mondialisation : des circuits de production fragmentés avec une division internationale du travail, peu logique et incompréhensible pour le citoyen lambda. Les circuits sont incohérents : 90 % de la pénicilline consommée dans le monde est produite en Chine. Il s'agit, en fait d'une mondialisation centrée sur un seul pays, alors qu'on aurait pu penser une multiplicité de lieux de production (tous peu chers puisque c'est le but recherché) au service de crises de production liées à différents facteurs (tremblements de terre, crise sociale ou sanitaire comme aujourd'hui).

Le coronavirus semble nous révéler les avatars et le mauvais usage de la mondialisation : fabrication de produits au moindre coût, recherche de profits maximums, délocalisation à outrance, il est évident qu'une meilleure régulation est nécessaire pour conserver les bénéfices et éviter les inconvénients ; des organismes internationaux comme l'ONU remplissent-ils correctement leur mission ? Ne doivent-ils pas être réformés afin de jouer pleinement leur rôle de gardien de l'équilibre du monde ? Les blocages opérés par les grandes puissances comme les États-Unis et la Chine sont-ils acceptables sous peine de cataclysme à plus ou moins long terme ?

Dans la situation du COVID-19, ce n'est pas la qualité ou le niveau des soins médicaux qui est en cause mais bien un problème de pure logistique. Parce qu'un masque ne coûte pas cher, parce que sa fabrication est basique, l'état a considéré qu'il n'y a aucun intérêt à en conserver la maîtrise sur le territoire. Cela pose plus généralement le problème de la désindustrialisation de la France qui est venu se télescoper avec cette crise sanitaire. Tout le monde est d'accord désormais pour rétablir, voire développer, des fabrications dites stratégiques sur le territoire.

La doxa économique dominante – après « l'École de Chicago » et le célèbre TINA de Mme Thatcher (There is no alternative) – nous a entraînés vers une économie financiarisée, ce qui, couplé avec la recherche de profits à court terme, a conduit au fantasme d'une nouvelle division internationale du travail où « l'atelier chinois » allait fabriquer les produits que nous aurions conçus grâce à notre secteur tertiaire. Vision absurde, voire néocolonialiste ! On en voit aujourd'hui les impasses, alors que, couplée à la dépendance énergétique au pétrole et au gaz, nos sociétés n'ont en fait que continué à s'appauvrir. Comme des fils de famille prodigues incapables de faire fructifier leur héritage.

L'épidémie a montré l'importance de la « deuxième ligne »

Une mondialisation sauvage – parée des vertus de l'ouverture mais oubliant la solidarité et la justice sociale – alliée à une financiarisation exacerbée de l'économie – a menacé l'existence même des classes les plus pauvres et des classes moyennes et, en ricochet, porte en soi la menace la construction démocratique.

En effet, l'épidémie a fait apparaître de manière éclatante le caractère indispensable, voire prépondérant, dans le fonctionnement de notre société de « travailleurs de l'ombre », indépendants ou salariés discrets du secteur privé ou public.

Ils partagent des caractéristiques communes, étrangement proches de celles des « Gilets Jaunes », et constituent le socle d'une classe moyenne partageant l'aspiration de vivre dignement de son travail, et qui sait aussi se mobiliser pour des causes qui la dépasse. Pour ce socle, une fois dépassées les classes sociales, la seule valeur englobante supérieure, reste la Nation. Ces propos dessinent de nouvelles représentations sociales.

Or, cette « classe moyenne/inférieure », c'est elle qui est le tissu de la démocratie et de la République. Elle correspond exactement à ce que Gambetta appelait les « nouvelles couches » et qui ont porté le nouveau régime républicain.

Revenir à une politique industrielle de production de produits stratégiques, non soumise au diktat de la finance.

On se rend compte à quel point la permanence d'un appareil de production matérielle, industrielle et agricole, reste essentielle, même pour nos sociétés hyper-connectées et « dématérialisées ».

Il est temps de revenir à une politique industrielle de production, qui ne soit pas commandée uniquement par des préoccupations financières, mais réellement de développement industriel et de production de biens. Cet objectif n'est pas contradictoire avec celui du développement durable, bien au contraire !

En effet, il est fort probable que la crise actuelle conduise à des formes de relocalisation de la production, régionales sinon nationales. Elles pourront être notamment argumentées par la nécessité pour chaque État souverain de garantir la totalité des chaînes de production liée notamment à des besoins vitaux comme l'alimentation et la santé.

Accessoirement, ce sera autant de gagné pour le bilan carbone, en limitant les transports de marchandises sur de très longues distances.

Mais évidemment cela aura un coût qu'il faudra assumer et qui est le prix de notre capacité de répondre aux défis qui nous sont lancés, ainsi que celui de notre résilience.

La maîtrise de l'appareil de production industriel, et des savoir-faire qui y sont attachés reste un enjeu essentiel pour la République.